



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Plateforme Régionale
des Achats de l'État
HAUTS-DE-FRANCE

Charte

RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

Plate-forme Régionale des Achats des Hauts-de-France
12, rue Jean sans Peur
59 039 Lille cedex

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à
l'ensemble des lots**

**Courant fort-Courant faible-électricité-câblage-éclairage-relamping pour
les services de l'État en région Hauts-de-France**

Accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes

Date et heure limites de remise des plis :
Mardi 20 mai 2025 à 12h00

Table des matières

Article 1 : Présentation des parties.....	4
Article 2 : Périmètre de l'accord-cadre.....	4
Article 3 : Objet de l'accord-cadre – dispositions générales.....	5
3.1 Objet de l'accord-cadre.....	5
3.2 Procédure de passation.....	5
3.3 Allotissement.....	5
3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	6
3.5 Marchés de prestations similaires.....	6
Article 4 : Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution.....	6
Article 5 : Pièces contractuelles.....	6
Article 6 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre et des prestations.....	7
6.1 Représentation des parties.....	7
6.2 Représentation du titulaire.....	7
6.3 Obligation de conseil.....	7
6.4 Obligations d'information.....	8
6.5 Responsabilité du titulaire.....	8
Article 7 : Modalités de passation des bons de commandes – conditions de livraison – modalités d'exécution des prestations.....	8
7.1 Décomposition en unités d'œuvres de chacun des lots de l'accord-cadre.....	9
7.2 Attribution des bons de commandes.....	9
7.3 Expression du besoin par le bénéficiaire.....	9
7.4 Devis émis par les titulaires.....	10
7.5 Émission des bons de commandes.....	11
7.6 Transport et déplacement.....	11
7.7 Lieux d'exécution ou de livraison.....	11
7.8 Délais de livraison et/ou d'exécution.....	12
Article 8 : Considérations environnementales.....	12
8.1 Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).....	12
8.2 Gestion des déchets.....	12
Article 9 : Sous-traitance.....	14

9.1 Désignation des sous-traitants en cours d'accord-cadre.....	14
9.2 Modalités de paiement direct.....	14
Article 10 : Résiliation.....	14
Article 11 : Pénalités.....	15
11.1 Pénalités de retard dans l'exécution des travaux.....	15
11.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier.....	15
11.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage.....	16
11.4 Pénalités liées à la remise des documents.....	16
11.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS ou de l'application du plan de prévention.....	16
11.6 Autres pénalités.....	16
Article 12 : Régime financier.....	17
12.1 Forme et contenu des prix.....	17
12.2 Révision des prix.....	17
12.3 Application de la TVA.....	19
Article 13 : Modalités de règlements.....	19
13.1 Avances.....	19
13.2 Retenue de garantie et cautionnement.....	19
13.3 Projet de décompte.....	20
13.4 Contenu de la facture.....	20
13.5 Modalités de facturation.....	20
13.6 Délai de paiement.....	21
Article 14 : Garanties et assurances.....	22
14.1 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières.....	22
14.2 Assurances.....	23
14.3 Dispositions communes.....	24
Article 15 : Clause d'insertion par l'économie.....	24
15.1 Le principe.....	24
15.2 L'accompagnement de l'insertion.....	27
15.3 Modalités de contrôle.....	27

15.4 L'insertion à l'issue de l'accord-cadre.....	28
Article 16 : Plan progrès.....	29
Article 17 : Dispositions diverses.....	29
17.1 Pilotage.....	29
17.2 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	30
17.3 Forme des notifications et des informations.....	30
17.4 Langue.....	31
17.5 Transmission des documents.....	31
17.6 Confidentialité et secret des affaires.....	32
17.7 Différends.....	32
17.8 Litiges et contentieux.....	33

Article 1 : Présentation des parties

Le préfet de région Hauts-de-France conduit de manière coordonnée un accord-cadre interministériel régional relatif à la réalisation de travaux d'électricité des sites des services de l'État en région Hauts-de-France.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services déconcentrés et des établissements publics est le secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) Hauts-de-France, par l'intermédiaire de la Plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des préfectures ci-dessus mentionnées.

Les services déconcentrés et les établissements publics bénéficiaires sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre pour leurs besoins respectifs et conservent leur autonomie en ce qui concerne la signature des bons de commande, la gestion de la commande, leurs budgets ainsi que les modalités de règlement de ses dépenses.

Article 2 : Périmètre de l'accord-cadre

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont les services de l'État ainsi que certains établissements publics, situés en région Hauts-de-France. Une liste non-exhaustive des services et établissements publics de l'État pouvant se raccrocher au présent accord-cadre figure en annexe 1 du présent CCAP.

Article 3 : Objet de l'accord-cadre – dispositions générales

3.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de **travaux d'électricité (Courant fort CFO- Courant faible Cfa – électricité – câblage – éclairage - relamping) des sites des services de l'État en région Hauts-de-France.**

La description des prestations et des livrables sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

3.2 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon une procédure d'appels d'offres ouvert selon l'article R.2124-2 du Code de la commande publique.

3.3 Allotissement

Le présent accord-cadre se décompose en 7 lots définis de la manière suivante :

Allotissement	Désignation	Montant
Lot n°1	Arrondissement de Lille	Sans minimum Maximum 15 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°2	Arrondissements de Arras, Lens, Béthune	Sans minimum Maximum 10 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°3	Arrondissements de Calais, Boulogne-sur-Mer, Montreuil, Saint Omer, Dunkerque	Sans minimum Maximum 9 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°4	Arrondissements de Cambrai, Douai, Avesnes-sur-Helpe, Valenciennes	Sans minimum Maximum 9 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°5	Département de l'Aisne	Sans minimum Maximum 8 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°6	Département de la Somme	Sans minimum Maximum 10 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°7	Département de l'Oise	Sans minimum Maximum 9 000 000 € HT / 4 ans

3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est multi-attributaires pour tous les lots. Sous réserve d'un nombre d'offres conformes suffisantes, les lots comporteront :

- lot n°1 : 5 titulaires maximum ;
- lot n°2 : 5 titulaires maximum ;
- lot n°3 : 7 titulaires maximum ;
- lot n°4 : 5 titulaires maximum ;
- lot n°5 : 7 titulaires maximum ;
- lot n°6 : 5 titulaires maximum ;
- lot n°7 : 5 titulaires maximum.

3.5 Marchés de prestations similaires

Des marchés de prestations similaires peuvent être conclus en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Article 4 : Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans chaque bon de commande.

Article 5 : Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, dont seul l'exemplaire détenu par le maître d'ouvrage fait foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, dont seuls les exemplaires détenus par le maître d'ouvrage font foi :
 - annexe 1 : Liste des services bénéficiaires ;
 - annexe 2 : Conditions d'accès dans les services de police et de gendarmerie ;
 - annexe 3 : Conditions d'accès aux établissements pénitentiaires ;
 - annexe 4 : Procédures de sécurité et dématérialisation.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont seul l'exemplaire détenu par le maître d'ouvrage fait foi ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), dont seul l'exemplaire détenu par le maître d'ouvrage fait foi ;

- Le CCAG applicable aux marchés de travaux, approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 dans sa version issue de l'arrêté du 29/12/2022 ; par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG, le présent CCAP et ses annexes ne comportent pas de liste récapitulative des dérogations à ses stipulations ;
- Le cas échéant, le titulaire (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours calendaires à compter du début de la période de préparation ;
- Le cadre de réponse technique à l'appui d'un mémoire technique remis par le titulaire dans le cadre de son offre dont seuls les exemplaires détenus par le maître d'ouvrage font foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont notifiées au titulaire via PLACE. L'offre technique du titulaire n'est pas joint à cette notification.

Article 6 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre et des prestations

6.1 Représentation des parties

Chaque bénéficiaire de l'accord-cadre désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre lors de l'émission d'un bon de commande. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

6.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.3 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de non-conformité, de dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire a notamment obligations d'informer et/ou solliciter le maître d'œuvre ou le bénéficiaire :

- dès qu'il a connaissance de divergence entre le dossier études et les repérages faits sur site ;
- pour tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs présentant un écart avec le dossier d'études ;
- sur les prestations faites par un autre corps de métier et impactant sa future réalisation ;
- sur toutes demandes non conformes aux normes ou aux DTU.

Par ailleurs, le titulaire est invité à conseiller l'acheteur pour le recours à des matériaux ou à des pratiques de chantier plus vertueuses sur le plan environnemental que les exigences inscrites au présent accord-cadre. Il est entendu que ces recommandations ne doivent pas bouleverser l'équilibre économique de l'accord-cadre.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.4 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler au bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

6.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus y compris en matière environnementale dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'accord-cadre est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où l'accord-cadre est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours calendaires. En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin de l'accord-cadre à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Article 7 : Modalités de passation des bons de commandes – conditions de livraison – modalités d'exécution des prestations

Le présent accord-cadre est à bons de commandes. Il donne lieu à l'émission de bons de commande, - qui sont, le cas échéant, précisés par des ordres de service - au titre des prestations prévues au présent accord-cadre, dont il fixe toutes les stipulations contractuelles. Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre pour une durée d'exécution qui ne

peut excéder six mois. Seule l'émission d'un bon de commande dans le cadre de l'accord-cadre engage juridiquement l'acheteur auprès du titulaire. Ces bons de commande sont établis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix et des délais.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au représentant du maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande. En outre, il doit, le cas échéant, adresser un mémoire en réclamation au représentant du maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 55 du CCAG Travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'annuler une commande à tout moment, jusqu'au début de la réalisation de la prestation concernée. Cette annulation n'ouvre pas droit à indemnité au bénéfice du titulaire, à l'exception toutefois des frais réellement exposés par lui, le cas échéant, pour la préparation de l'exécution de la commande considérée. Le titulaire est indemnisé de ces frais sur la base d'un état présenté par lui, accompagné de l'ensemble des pièces justificatives appuyant sa demande.

7.1 Décomposition en unités d'œuvres de chacun des lots de l'accord-cadre

Les prestations attendues au titre de chacun des lots sont découpées par Unités d'œuvres (UO). L'ensemble des prestations par UO et les détails figurent dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP) et au bordereau des prix (BPU).

7.2 Attribution des bons de commandes

Le présent accord-cadre est multi-attributaires. Le nombre de soumissionnaires retenu est repris à l'article 3.4 - *Forme et étendue de l'accord-cadre* du présent document. Cet accord-cadre ne donne pas lieu à l'établissement d'un rang de priorité des titulaires selon l'ordre de classement des offres.

Les titulaires seront sollicités en fonction de leur capacité d'intervention à proximité des sites. L'accord-cadre prévoit à ce titre différentes zones géographiques d'intervention.

Les conditions de consultation du titulaire, avant toute émission définitive d'un bon de commande, vont dépendre de sa capacité à prendre en charge la ou les commande(s). En cas de non disponibilité, il sera fait appel aux autres multi-attributaires toujours selon cette approche.

Il sera fait un état des volumes de commandes passées auprès de chaque titulaire. En cas d'écart manifeste entre les multi-attributaires, un rééquilibrage sera effectué par la PFRA dans l'optique de partage des prestations entre les multi-attributaires.

La PFRA est destinataire du besoin et de l'information sur le titulaire sollicité par le bénéficiaire.

7.3 Expression du besoin par le bénéficiaire

Le bénéficiaire transmet son besoin (expression du besoin) par mail au titulaire, à l'adresse mail communiquée par celui-ci. Le titulaire s'assure que cette adresse mail soit valide sur la durée de l'accord-cadre.

Lors de l'expression du besoin, le bénéficiaire spécifie :

- la localisation précise des travaux ;
- la nature et l'étendue des travaux à réaliser et les contraintes techniques ;
- les spécificités du site (horaires, accès, contraintes d'accès ...) ;

- les dates et horaires pour de visite de site avec un représentant de la Maîtrise d'ouvrage ;
- la date prévisionnelle de démarrage et la date prévisionnelle d'achèvement des travaux.

La demande est accompagnée de tous les éléments jugés utiles pour l'établissement d'un devis précis (photographies, plans...).

Le titulaire peut demander toutes précisions utiles au bénéficiaire pour établir son devis et demander le cas échéant à se rendre sur place préalablement à l'émission du devis.

7.4 Devis émis par les titulaires

Au regard des éléments communiqués par le bénéficiaire dans l'expression de son besoin, le titulaire a la possibilité d'accepter ou de refuser d'émettre un devis s'il estime qu'il n'est pas en mesure de répondre aux besoins du bénéficiaire compte tenu de sa charge actuelle et/ou prévisionnelle.

Les devis sont établis sur la base du bordereau des prix unitaires et seront transmis par mail au bénéficiaire.

Le devis contient les éléments suivants :

- Un descriptif sommaire de l'expression du besoin émis par le bénéficiaire ;
- Pour chaque ligne de travaux, les référence du BPU, le libellé des prestations, les mètres ou quantité, le cas échéant le coefficient applicable pour les fournitures ainsi que la remise applicable, et le prix total HT par ligne ;
- Le montant HT du devis, le taux et le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La durée de la période de préparation, la date prévisionnelle de début des travaux, les délais d'approvisionnement des matériaux et le délai global d'exécution sur lequel le titulaire s'engage ;
- Les éventuelles demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par acte spécial (DC4).

Le devis ne saurait lier le bénéficiaire qui demeure libre de ne pas y donner suite. Si le bénéficiaire accepte le devis du titulaire, il formalisera sa commande par l'envoi d'un bon de commande.

En cas de nécessité, pour des prestations non définies, le bénéficiaire demande au titulaire de lui adresser un devis sur la base du taux horaire figurant dans le bordereau de prix unitaire, les nouvelles prestations feront ensuite l'objet d'un bon de commande.

Lorsqu'un bénéficiaire souhaite faire réaliser une prestation dont les matériaux ne sont pas listés au BPU, il peut formuler une demande de proposition de prix au titulaire pour application des coefficients de remise mentionnés au BPU. La part des commandes sur proposition de prix est limitée à 10 % du montant global des commandes par bénéficiaire. Les propositions de prix préciseront le produit, la quantité et les fiches techniques et environnementales sont jointes. Un suivi de commandes émises avec le montant est effectué par le titulaire.

La durée de validité des devis court sur quatre mois à partir de sa date d'émission. En cas d'accord, le bon de commande est établi sur la base de ce devis et selon les conditions définies à l'article ci-dessous.

7.5 Émission des bons de commandes

Après notification de l'accord-cadre, les bons de commandes sont émis à la survenance des besoins par les services bénéficiaires et qui comporteront :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant, pour les services relevant des ministères, au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la référence du marché (numéro de l'accord-cadre) ;
- le nom et les coordonnées du Titulaire ;
- le nom et l'adresse du service bénéficiaire,
- la désignation de la prestation à effectuer ;
- la quantité ;
- le lieu d'exécution ou de livraison ;
- le délai d'exécution ou de livraison ;
- le montant total en euro HT et TTC du bon de commande ;
- la date et le numéro de la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- les contraintes particulières (de sécurité, d'accès, horaires, consignes spécifiques) ;
- toutes mentions particulières le cas échéant.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande, sauf indication contraire écrite du bénéficiaire. Les bons de commande exécutant l'accord-cadre sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Le titulaire accusera réception du bon de commande par mail.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

7.6 Transport et déplacement

Les frais de déplacement et de transport sont à la charge du titulaire et sont réputés inclus au titre du prix de la prestation.

7.7 Lieux d'exécution ou de livraison

Le présent accord-cadre s'exécute sur l'ensemble du territoire de la Région Hauts-de-France. Le lieu de livraison est précisé dans chaque bon de commande.

7.8 Délais de livraison et/ou d'exécution

Les délais d'exécution des prestations peuvent être contraints, avec une forte attente de réactivité de la part du titulaire. Dans ce cadre, le titulaire peut être amené de façon exceptionnelle à réaliser des prestations en travail de nuit ou pendant les week-ends.

NB : le titulaire peut être saisi simultanément par plusieurs entités utilisatrices de l'accord-cadre. Le titulaire doit déployer les moyens nécessaires pour répondre aux multitudes de commandes qui peuvent être faites en même temps et ce, dans les délais indiqués au BPU.

Article 8 : Considérations environnementales

Le présent accord-cadre comprend des clauses environnementales comme spécification technique et condition d'exécution. Elles sont mentionnées à l'article I-12 - *Qualité environnementale et innovation* du CCTP.

8.1 Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Conformément à la circulaire du 10 novembre 2022 relative au plan de sobriété énergétique de l'État, le transport intervenant dans l'exécution du présent accord-cadre répond aux exigences minimales décrites ci-après, dans un objectif de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (GES) associées.

Le titulaire prend en compte la réglementation en vigueur relative à la circulation dans les zones à faibles émissions mobilité et les zones couvertes par des plans de protection de l'atmosphère, et se conformera à toute évolution de la législation de même nature sur la protection de l'environnement, qui pourrait survenir au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

À chaque fois que possible, la planification du transport réalisée par le titulaire doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire, sur le report modal de la route vers le transport ferroviaire ou fluvial, le recours à la cyclogistique, ou sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

8.2 Gestion des déchets

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux et aux dispositions prévues à l'article I-11-B - *Traitement des déchets résiduels* du CCTP. Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques de l'accord-cadre.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet de l'accord-cadre, est de la responsabilité du bénéficiaire en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le bénéficiaire transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de fournir au bénéficiaire les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au bénéficiaire, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans l'article 11 – *Pénalités* du présent CCAP.

Le titulaire est tenu au respect du Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier (SOGED) relatif à la gestion des déchets de chantier. Le SOGED doit être remis pendant la période de préparation de l'accord-cadre. Le SOGED pourra être décliné globalement pour l'ensemble des sites afin de répondre à toutes les interventions par Bons de commande des futurs maîtres d'ouvrage.

Le titulaire s'engage notamment sur :

- Le pré-tri sur le site des différents déchets de chantier ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, ...) ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- L'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagés sur le chantier ;
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans l'article 11 – *Pénalités* du présent CCAP.

Article 9 : Sous-traitance

9.1 Désignation des sous-traitants en cours d'accord-cadre

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de l'accord-cadre, à la condition expresse d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitants et des conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par une déclaration de sous-traitance (DC4) signée par le représentant du pouvoir adjudicateur, par le titulaire et le sous-traitant.

La déclaration de sous-traitance (DC4) indique notamment :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom ou la raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Elle doit être adressée par le titulaire par mail à pfra@hauts-de-france.gouv.fr et à l'adresse suivante :

Préfecture de région Hauts-de-France
Plateforme régionale des achats de l'État Hauts-de-France
12 rue Jean Sans Peur
59000 Lille

9.2 Modalités de paiement direct

Le sous-traitant est payé directement si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte, la demande de paiement dudit sous-traitant libellée au nom du représentant du pouvoir adjudicateur, revêtue de son acceptation.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre d'un groupement, la demande de paiement du sous-traitant, jointe au projet de décompte, doit être acceptée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

En outre, dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit accepter également la demande de paiement du sous-traitant.

Article 10 : Résiliation

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du CCAG (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG visé par le présent accord-cadre.

Article 11 : Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du bénéficiaire de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités reprises ci-dessous sont cumulatives.

11.1 Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Principe du contradictoire

Lorsque le bénéficiaire envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le bénéficiaire considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Du simple fait de la constatation, par le maître d'œuvre ou par le bénéficiaire, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le titulaire encourt les pénalités forfaitaires suivantes :

- une pénalité de 100 € par jour calendaire par bon de commande inférieur à 20 000 € ;
- une pénalité de 200 € par jour calendaire par bon de commande supérieur à 20 000 €.

11.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 100 €.

11.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre ou le bénéficiaire dans le dégagement, le nettoyage des zones de travail ou de la voirie et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

11.4 Pénalités liées à la remise des documents

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre ou par le bénéficiaire dans la remise de documents ou d'échantillons en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard et par pièce.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une retenue de 50 € par jour calendaire de retard. Un DOE, DIUO ou DEM, ou mise à jour maquette BIM incomplet ou inexact sera considéré comme non remis.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100 € par jour calendaire de retard.

En cas d'intervention d'une entreprise sous-traitant non déclarée : 500 € par infraction constatée.

11.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS ou de l'application du plan de prévention

En cas de non-respect du plan de prévention ou des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au titulaire, le bénéficiaire se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard à compter de la notification au titulaire du non-respect des prescriptions du coordinateur SPS ou de la coordination générale.

11.6 Autres pénalités

Pénalité pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance :

En cas de retard de production des attestations d'assurance au bénéficiaire, il sera appliqué une 50 € par jour calendaire jusqu'à la production des pièces.

Pénalité en cas d'absence de responsable qualifié sur le chantier :

Le titulaire doit disposer en permanence sur le chantier d'un interlocuteur. Tout interlocuteur incompétent ou insuffisamment au courant du chantier sera considéré comme absent.

En cas de non-respect de cette obligation, une pénalité de 100 € par jour calendaire sera appliquée.

Pénalité en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé :

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail. Il pourra être appliqué une pénalité de 500 € par jour calendaire.

Pénalité en cas de manquement de présentation des attestations des formations reçues pour les travaux sous-section 4 :

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne présente pas les attestations de formation sous 15 jours calendaires suite à la demande du bénéficiaire. Il pourra être appliqué une pénalité de 500 € par attestation manquante.

Article 12 : Régime financier

12.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont unitaires et ils sont mentionnés dans les BPU.

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, des prestations.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Chaque service émetteur d'un bon de commande prendra en charge le règlement des prestations qu'il a commandées.

L'unité monétaire qui s'applique dans le cadre du présent accord-cadre est l'euro.

Dans le cas exceptionnel où des prestations à bons de commandes pour lesquelles l'accord-cadre ne prévoit pas de prix mais entrant dans son objet doivent être impérativement commandées, le titulaire adresse au maître d'ouvrage un devis reprenant les prestations nouvelles. Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix, les éléments sont envoyés à la PFRA afin que ces derniers fassent l'objet, par dérogation à l'article 13.4 du CCAG Travaux, d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires.

Les prix nouveaux sont établis aux conditions économiques en vigueur au jour de l'établissement des prix initiaux. Ils sont révisibles selon les modalités prévues au présent CCAP.

12.2 Révision des prix

Le titulaire est tenu de faire parvenir à la PFRA son calcul de révision dans un délai de 2 mois avant la date prévue de révision des prix, à l'adresse mail suivante : pfra@hauts-de-france.gouv.fr

Dans l'hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix au moins 2 mois avant la date prévue de révision des prix, et sans que la PFRA ne soit tenue de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période annuelle suivante.

Toute demande sera suivie d'un dialogue et d'un accord avec la PFRA. L'acceptation du calcul de révision des prix sera formalisée et notifiée par la PFRA et transmis au titulaire. En l'absence de cette notification, le calcul de révision n'est pas considéré comme applicable.

Neutralisation :

Le titulaire a également la possibilité de faire part de son souhait de neutraliser la révision/ne pas l'appliquer, pour la période annuelle suivante. Il doit alors le signaler par mail à la PFRA dans le délai de 2 mois avant la date prévue de révision des prix.

Les prix et tarifs sont fermes pour la durée comprise entre la date de notification de l'accord-cadre et le 31 décembre de l'année en cours.

La première révision des prix interviendra au 1^{er} janvier de l'année civile suivante, puis à chaque début d'année civile jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Les prix sont révisables annuellement au 1^{er} janvier suivant la formule suivante, **le mois zéro étant le mois de la remise des offres** :

$$P \text{ rév} = P_o \times (I \text{ rév} / I_o)$$

Dans laquelle :

- P rév : prix révisé
- Po : prix initial du contrat établi au mois zéro
- I rév : dernière valeur de l'index du bâtiment – BT47 - Électricité (code INSEE : 001710979) connue et publié au mois de janvier de l'année de révision
- Io : dernière valeur de l'index du bâtiment – BT47 - Électricité (code INSEE : 001710979) connue et publié au mois zéro étant le mois de la remise des offres

Les indices à prendre en compte pour la formule sont les derniers indices publiés et fermes ou définitifs au mois de révision sur le site internet de l'INSEE.

Règle applicable pour les arrondis : Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux décimales. La formule de calcul par tableur type Excel avec 4 décimales pour le prix révisé sera prise en compte. Le coefficient final sera arrondi à 2 décimales et la règle de l'arrondi s'applique de la façon suivante :

- par défaut si la 3^e décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- par excès si la 3^e décimale est comprise entre 5 et 9.

Clause de sauvegarde :

La PFRA se réserve la possibilité de négocier et, le cas échéant, en l'absence d'accord, de résilier sans indemnité l'accord-cadre à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque le changement conduit à une augmentation de plus de 5% par ligne du BPU.

Une fréquence de révision, inférieure à 1 an, pourra être prévue sur demande du titulaire et plafonnée à 3% par révision. L'acceptation ou non de la révision des prix sera formalisée et notifiée par la PFRA et transmise au titulaire. En l'absence de cette notification, la révision ne sera pas considérée comme applicable.

12.3 Application de la TVA

Les prix sont établis hors TVA.

Ce sont les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe (au sens de l'article 269 du Code général des impôts) qui sont applicables.

Les taux de TVA étant fixés indépendamment de la volonté du titulaire, du représentant du pouvoir adjudicateur et des services bénéficiaires, leur modification éventuelle au cours de l'accord-cadre n'a pas à être constatée par une modification de l'accord-cadre (avenant).

Article 13 : Modalités de règlements

13.1 Avances

L'option A du CCAG s'applique.

Le taux de l'avance est de 5 % ou, le cas échéant 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement court à compte de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

13.2 Retenue de garantie et cautionnement

Une retenue de garantie de 5 % maximum et 3 % maximum pour les petites et moyennes entreprises, peut être appliquée par le bénéficiaire sur le montant du bon de commande.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article R.2191-36 et suivants le code de la commande publique. La retenue de garantie sera libérée à la fin de l'année du parfait achèvement.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par le bénéficiaire, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

13.3 Projet de décompte

Pour les travaux de délai d'exécution inférieur à un mois, sur accord du bénéficiaire, les bons de commande font l'objet d'une facturation standard par dérogation à l'article 12 du CCAG. Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire après réception des travaux.

Pour les travaux de délai d'exécution supérieur à un mois, il est fait application de l'article 12 du CCCAG. Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux acomptes successifs.

13.4 Contenu de la facture

Une copie du bon de commande correspondant sera jointe à chaque facture.

La demande de paiement portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation des parties contractantes du marché (l'émetteur et le destinataire de la facture) ;
- numéro SIRET de l'émetteur ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- les références du marché (le numéro d'engagement juridique) et, éventuellement, de chacun des avenants ;
- le numéro de la facture ;
- la nature et le détail des prestations exécutées en respectant la formulation du bordereau des prix unitaires du lot ;
- le prix total hors taxes ;
- tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération ;
- le taux et le montant de la T.V.A ;
- le montant total, T.V.A. comprise, arrêté en toutes lettres ;
- la date de livraison.

13.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué selon les règles de la comptabilité publique, en euro.

Pour les travaux dont le délai d'exécution est inférieur à un mois, les prestations font l'objet d'une demande de paiement prenant la forme d'une facture standard.

Pour les travaux dont le délai d'exécution est supérieur à un mois : les prestations font l'objet de demandes de paiement prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent accord-cadre ;
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent accord-cadre.

La dématérialisation du traitement de ses factures permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement dans l'application comptable interministérielle Chorus.

Le titulaire a deux possibilités :

a) adresser ses factures au concentrateur (dispositif informatique de traitement automatisé de données géré par l'AIFE pour l'État) par EDI :

- en les adressant directement au concentrateur de factures de la personne publique
- en demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures au concentrateur.

b) utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- en déposant ses factures
- en saisissant en ligne ses factures sur le portail

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les deux modes sont disponibles à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Le titulaire peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures.

Un support peut être contacté à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

La personne publique accepte ou refuse la facture. Elle la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités imposées. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne publique.

Le comptable assignataire est désigné dans chaque bon de commande.

Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'acte d'engagement, ouvert par le titulaire.

13.6 Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai maximum de paiement est fixé à **30 jours**.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L.2192-13 du Code de la commande publique). Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Toutefois, si la personne publique est empêchée, du fait du titulaire, de procéder à une opération nécessaire audit paiement, ledit délai est suspendu pour une période égale au retard qui en a résulté.

La suspension du délai ne peut intervenir qu'une seule fois par facture et par l'envoi, par la personne signataire de l'accord-cadre, au titulaire, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre indiquera qu'elle a pour effet de

suspendre le délai de paiement. La suspension débute le jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de la réception, par la personne signataire de l'accord-cadre, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par le titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Les règlements seront effectués par virement, au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 14 : Garanties et assurances

14.1 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre ou le bénéficiaire invite par ordre de service le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 44.1a et aux renvois 41.5 et 41.6 du CCAG-Travaux, le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser 15 jours calendaires après signalement du désordre et en cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les 2 jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre/le bénéficiaire est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'œuvre ou le bénéficiaire procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Garantie de bon fonctionnement

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de bon fonctionnement est fixé à deux ans à compter de la date d'effet de la réception.

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent accord-cadre.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de huit jours calendaires ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le bénéficiaire pourra, quinze jours calendaires après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

14.2 Assurances

Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le bénéficiaire et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 3,8 millions d'€ pour les artisans par sinistre et 7,6 millions d'euros pour les autres entrepreneurs par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 900 000 euros par sinistre.

Assurances de responsabilité civile décennale

Les bons de commande précisent si l'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du Code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 300 000 d'euros HT.

Le cas échéant, le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie auprès du bénéficiaire de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

14.3 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du Code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification de l'accord-cadre, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du bénéficiaire, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au bénéficiaire.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le bénéficiaire se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution de l'accord-cadre peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation de l'accord-cadre par le bénéficiaire.

Article 15 : Clause d'insertion par l'économie

15.1 Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, l'accord-cadre fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département.
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Économique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur cet accord-cadre et en amont de toute prise de poste.

Considérations sociales favorables à l'insertion des publics en difficultés

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour chacun des lots de cet accord-cadre, chaque titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre, à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion **de cinq (5) heures par tranche de dix mille (10 000) euros H.T de commandes facturées**. Le volume est calculé sur le cumul des commandes sur la durée de l'accord-cadre.

Dans le cas où une même entreprise serait titulaire de plusieurs lots, le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.

À partir 70 000 € HT de commande, l'entreprise devra consacrer 35 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 5 heures supplémentaires par tranche de 10 000 € HT.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 35 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les trois derniers mois de l'accord-cadre ne seront pris en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion.

Dans le cas où une même entreprise serait titulaire de plusieurs lots, le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.

Globalisation

Le titulaire de l'accord-cadre doit solliciter, auprès de la **PFRA et/ou du facilitateur** mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et la **PFRA**. Elle peut être recevable par le facilitateur et la **PFRA** si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures :

1 / La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion. La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation de l'accord-cadre.

2 / Les cas particuliers

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée d'éligibilité totale aux clauses sociales du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application d'une clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution de l'accord-cadre ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit accord-cadre.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent accord-cadre (administratif, commercial, logistique, ...).

En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et la PFRA afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution de l'accord-cadre et de l'obligation d'insertion.

15.2 L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, **la PFRA** a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
[**hvandamme@lamelt.fr**](mailto:hvandamme@lamelt.fr)

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution de l'accord-cadre, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion ;

Durant la durée de l'accord-cadre

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...) ;
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...) ;
- De suivre l'application de la clause pour **la PFRA** ;
- Faciliter les relations entre **la PFRA**, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

15.3 Modalités de contrôle

1/ Dispositions générales

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon trimestrielle, le titulaire fournira tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par **la PFRA ou le facilitateur**, y compris en cas de sous-traitance.

2/ Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer **la PFRA et le facilitateur** par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le **facilitateur** procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues à l'accord-cadre.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recours à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

3/ Règles liées au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 (24) mois après la fin de la période concernée par l'accord-cadre.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

15.4 L'insertion à l'issue de l'accord-cadre

Pendant et à l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Article 16 : Plan progrès

Les enjeux d'un achat public responsable préservant les ressources, mobilisant les filières locales innovantes du territoire ont conduit le préfet de région a engagé des actions volontaristes et concrètes. Aussi, pour la réalisation des travaux électriques, un dispositif soutenant la structuration de la filière du câble issu du réemploi est prévu et touche la filière de la déconstruction, du retraitement, de la pose.

Les entreprises sont invitées à proposer toute action visant à réduire le recours à des ressources nouvelles (minerais, matières premières) en favorisant le réemploi, la réutilisation, le reconditionnement, mais aussi à mobiliser l'emploi non délocalisable.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai de un an après la notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- traçabilité/provenance des principaux équipements électriques installés dans les opérations de l'accord-cadre sur l'année passée et une projection sur l'année à venir ;
- réemploi/réutilisation/reconditionnement des équipements électriques *a minima* pour les câbles électriques lors de la pose - objectif d'installation de 20 % de câbles réemployés/réutilisés/reconditionnés sur l'ensemble des opérations de l'accord-cadre ;
- revalorisation des câbles et des équipements électriques lors de la dépose.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

Article 17 : Dispositions diverses

17.1 Pilotage

Suivi trimestriel des titulaires :

Les titulaires transmettent à l'acheteur à une fréquence trimestrielle un état de leur activité au titre du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend principalement le suivi des bons de commandes et des devis ; les pourcentages d'équipements et de câbles électriques reconditionnés/réemployés/réutilisés qui auront été installés dans les opérations de cet accord-cadre et leur traçabilité, ainsi que les modalités de revalorisation de ces derniers lors des opérations de déconstruction ; et les heures d'insertion réalisées.

Le titulaire fait suivre un fichier par lot trimestriellement.

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire.

Réunion de déploiement :

L'acheteur organise dans les deux mois à compter de la notification de l'accord-cadre une réunion de déploiement avec les titulaires et une seconde réunion avec les services de l'État et les Établissements publics.

Réunion annuelle d'avancement et suivi de l'accord-cadre avec les titulaires et les bénéficiaires :

Le pilotage des prestations est réalisé au travers des réunions annuelles entre la PFRA, les titulaires et les bénéficiaires. Ces réunions se feront soit avec l'intégralité des titulaires, soit individuellement en fonction des remontées émises par les bénéficiaires. Elle permettra d'aborder les points ci-dessous :

- Le respect des obligations ;
- La réalisation de la clause d'insertion par l'économie ;
- Les difficultés rencontrées ;
- Les axes de progrès ;
- L'évolution du plan progrès.

À l'issue de chaque réunion, une fiche de liaison technique est complétée.

Les comptes-rendus des réunions sont rédigés par le titulaire dans les quinze jours ouvrés qui suivent la tenue de la réunion. L'acheteur émet ses observations dans les quinze jours ouvrés suivants. La gestion des actions de suivi et ou progrès soulevées lors de ces réunions d'avancement est faite par le représentant du titulaire pour une mise en application au sein de son entreprise. Dans le cadre de son suivi de plan, le représentant du titulaire met à jour cette fiche tous les six mois. Le coût de ces réunions est inclus dans le prix de l'accord-cadre.

Suivi de l'accord-cadre par les bénéficiaires :

Afin de préparer les réunions avec les titulaires, les bénéficiaires remplissent un document de suivi ou font remonter toutes les informations utiles à la bonne tenue de ces réunions de pilotage deux mois avant la tenue de celles-ci. Les bénéficiaires sont conviés à participer aux réunions annuelles avec les titulaires.

17.2 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de la PFRA, dans un délai maximal de **15 jours** à compter de la demande.

17.3 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'en attester la date de réception.

17.4 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en langue française établie par un traducteur agréé.

En outre, l'ensemble des communications écrites ou orales, durant la phase d'exécution de l'accord-cadre, s'effectue en langue française.

17.5 Transmission des documents

Documents à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre :

Correspondances émises par le titulaire	A adresser à :
Relatives à l'accord-cadre et à l'ensemble des services bénéficiaires	PFRA Hauts-de-France pfra@hauts-de-france.gouv.fr
Relatives à chaque bon de commandes émis par un service bénéficiaire	Chaque service prescripteur et son représentant désigné

Documents fiscaux et sociaux :

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail. En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

La PFRA Hauts-de-France vous simplifie cette formalité en mettant à votre disposition gratuitement une plateforme. Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> Vous êtes alertés automatiquement des mises à jour à effectuer.

Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur, la Plateforme régionale des achats Hauts-de-France (PFRA) les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

17.6 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de manquement grave ou répété, le titulaire encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur ou le bénéficiaire à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution. L'acheteur ou le bénéficiaire s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur ou le bénéficiaire informe le titulaire par écrit 15 jours calendaires avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

17.7 Différends

La PFRA et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, la PFRA et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatif aux marchés publics, conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

17.8 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lille, rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59000 Lille : <http://lille.tribunal-administratif.fr>